ARRÊTÉ

MAINTIENT EN DISPONIBILITÉ EN L’ABSENCE D’EMPLOI VACANT

**DE M/MME ............................................**

**GRADE ........................................**

**Le Maire (ou le Président) de ………,**

**VU** le code général des collectivités territoriales,

**VU** le code général de la fonction publique,

**VU** le décret n° 86-68 du 13 janvier 1986 modifié relatif aux positions de détachement, hors cadres, de disponibilité et de congé parental des fonctionnaires territoriaux,

**VU** le décret n° 2020-69 du 30 janvier 2020 relatif aux contrôles déontologiques dans la fonction publique,

**VU** le tableau des effectifs,

**VU** l’arrêté en date du ……, plaçant M/Mme ……… en disponibilité pour ……… *(motif[[1]](#footnote-1))*, pour une durée de …… à compter du ……,

**VU** la demande de réintégration en date du ………, formulée par M/Mme ………, à compter du ….……,

**Considérant** qu’il n’existe pas de vacance d’emploi correspondant au grade de ……………………..… au tableau des effectifs,

VU la saisine du Centre de Gestion compétent *(pour les cadres d’emplois des catégories hiérarchiques A, B et C)* OU du CNFPT *(pour les cadres d’emplois de la catégorie hiérarchique A+)* afin qu’il propose pour sa part tout emploi vacant correspondant au grade de l’agent, conformément aux missions statutaires lui incombant,

**Considérant** que M/Mme ……. a bénéficié de ……… mois/an(s) de disponibilité pour …… (*motif*),

**ARRÊTE**

ARTICLE 1ER

A compter du ……, la démission de Mme/M ………, ……*(grade)*, est maintenu(e) en disponibilité.

ARTICLE 2

Pendant cette période, M/Mme................................... ne perçoit aucune rémunération et cesse de bénéficier de ses droits à avancement et à la retraite.

ARTICLE 3

Si M/Mme ……………………. se propose d’exercer une activité professionnelle privée pendant sa période de maintien en disponibilité, il (elle) doit en informer l’autorité territoriale dans les conditions prévues par le décret du 30 janvier 2020 susvisé.

ARTICLE 4

Le Directeur Général des services / le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera:

 - Notifié à l'intéressé(e).

**Ampliation adressée au** :

- Président du Centre de Gestion

- Comptable de la collectivité

Fait à …… le …….,

Le Maire (ou le Président),

*(prénom, nom et signature)*

*OU*

Par délégation,

*(prénom, nom, qualité lisibles et signature)*

Le/la Maire (ou le/La Président.e),

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification, par courrier adressé au Tribunal Administratif de Nantes ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Notifié le .....................................

Signature de l’agent :

1. *Le placement en disponibilité faute d’emploi vacant est prononcé suite à une disponibilité accordée sous réserve des nécessités de service (disponibilité pour convenances personnelles, pour création d’entreprise, pour études ou recherches présentant un intérêt général)*

*Si la disponibilité n’a pas excédé trois années, le droit à réintégration s'exerce sur l'une des trois premières vacances correspondant à son grade.*

*Si la disponibilité a excédé trois années, le droit à réintégration de l’intéressé(e) s’exerce en fonction des vacances correspondant à son grade qui se produisent, de façon à ce que l’agent soit réintégré dans un délai raisonnable.* [↑](#footnote-ref-1)